

Le raisonnement qui précède équivaut, je pense, au meilleur argument en faveur du développement de la littérature canadienne.

Ne semble-t-il pas que tout ce qui, parmi nous dispose de quelque influence, devrait se faire un patriotique devoir de l'employer dans ce sens ?

S'il existe quelque espoir pour nous d'atteindre un niveau plus élevé dans l'histoire littéraire de notre temps, il n'est pas trop tôt pour inaugurer la réaction et pour songer à combler nos nombreuses lacunes.

La culture des arts est peu avancée dans notre patrie, parce que nous sommes... un *jeune pays*. Cette vérité, comme le fit observer M. Arthur Buies, est en honneur depuis près de quatre siècles.

Sir William Hingston, dans un ouvrage bien connu, publié en 1884, déclare que la statistique a démontré combien "le climat du Canada est favorable à la santé et à la longévité de la vie." (On sait en effet que nos prédécesseurs, MM. les aborigènes, et que la faune incomparable qui habitait ces régions, furent de magnifiques spécimens de vigueur physique.)

"Le temps prouvera, ajoute notre biographe, qu'il est également propice au développement intellectuel."

L'affirmation est rassurante sans doute, mais la prochaine fois que je verrai mon honorable ami, auteur de *Notre Climat*, je ne manquerai pas de lui demander si ce "temps" dont il parle suppose quatre autres siècles.

Nous ne sommes pas encore sevrés du besoin des gâteries et des indulgentes concessions. Nous tenons à nous appeler un pays *neuf*, une *jeune* nation. Nous avons un art *novice*, une littérature *débutante*, et même... l'Industrie au berceau (*infant industry*, dans le langage politique).

Le moment n'est-il pas arrivé d'abandonner la *nursery* ?

Mais le pouvoir d'élever dans le monde le crédit de ma cliente, est entre les main des propriétaires de grands journaux et entre celles du gouvernement.

Que seraient devenus les arts dans tous les pays et à toutes les époques, sans la protection de l'Etat, des citoyens riches et puissants ?

Le gouvernement a fait un pas dans la bonne

direction, en accordant cinq mille dollars à la Société Royale du Canada. On serait porté à croire que les donateurs n'avaient d'autre intention en faisant cette générosité, que de confier à la Société un dépôt destiné à l'encouragement de la littérature nationale.

Il semblait qu'une partie des fonds eut dû être distribuée sous forme de prix aux meilleurs ouvrages historiques, littéraires ou scientifiques publiés dans le cours de l'année, ou encore, qu'elle dut servir à organiser des concours pour la jeunesse.

Tel n'était pas le cas. Cependant, on conçut de grandes espérances de cette nouvelle communauté d'Immortels. On en attendit de beaux résultats. On les attend toujours.

L'exemple de nos ancêtres nous a enseigné la patience.

En alléguant la nécessité de stimuler le goût littéraire, il va de soi que je réclame égale justice pour les écrivains français et anglais.

Si nous allions opposer ces deux langues l'une à l'autre, les belligérantes seraient fort surprises de leur nouvelle rivalité. Shakespeare n'eut jamais de plus fidèles partisans ....qu'en France, et depuis le grand Corneille jusqu'à nos jours, les maîtres de notre littérature ne manquèrent pas des témoignages non équivoques de l'admiration anglaise.

Ceux qui redoutent notre bel et innocent langage s'effrayent plus aisément que lord Dufferin, qui a dit à Québec :

"L'idiosyncrasie des deux races composant cette nation donne à notre pays un caractère intéressant, un attrait, un charme éclectique qui lui manqueraient autrement, et ce serait une grande faute politique que d'essayer de les détruire. Mes plus chaleureuses aspirations pour cette province ont toujours été de lui voir jouer dans la confédération le rôle que joue la France en Europe.

"Retranchez de la civilisation européenne la participation de la France, enlevez dans les arts et les sciences ses maîtres et ses penseurs, quel vide se produirait !"

Le successeur de Lord Dufferin, le marquis de Lorne, a exprimé le même sentiment pendant son séjour au Canada.